

# La base électorale du RN : une cohérence idéologique en trompe l'œil

Par Bilal Berady

*Un sondage Ifop pour le Journal Du Dimanche, publié en mars 2021, montre la possibilité d'une victoire du Rassemblement national (RN) au second tour de la prochaine présidentielle. Si la consultation donne une avance de quelques points à Xavier Bertrand ou Emmanuel Macron au second tour face à Marine Le Pen<sup>1</sup>, elle indique une victoire du RN face à Anne Hidalgo, Yannick Jadot ou Jean-Luc Mélenchon à ce même tour. Le fameux "plafond de verre" contre lequel se heurtait le parti de droite radicale se briserait à l'aune de la désagrégation du « front républicain » lorsque celui-ci est incarné par une figure de gauche.*

Le constat d'une victoire du Rassemblement national est alarmant, d'autant que les thèmes sur lesquels le RN détient une forte crédibilité (sécurité et immigration) sont au cœur du débat politique, confèrent au parti d'extrême droite d'immenses opportunités électorales. Détenteur de ces thématiques, le RN a longtemps détenu un statut de réceptacle des colères, pouvant se permettre de moins s'exprimer sur les propositions économiques ou sur les questions de conduite de la société. Le projet, relativement irréaliste, de sortie de l'Euro en 2017 en témoigne. En 2022, le parti de Marine Le Pen tentera cette fois d'apparaître comme porteur d'un projet de société crédible. Pour cela, il a besoin d'une base électorale idéologiquement cohérente, au-delà de ses thèmes de prédilection.

Depuis sa création, l'électorat du RN est en perpétuelle mutation, passant d'un fort ancrage dans la bourgeoisie industrielle, commerçante et chez les professions libérales, à une base électorale constituée principalement d'ouvriers et de petits indépendants<sup>2</sup>. À un an d'une échéance électorale d'envergure, le balbutiement du RN quant à son futur programme économique s'explique par la difficile conciliation d'une base électorale socialement et idéologiquement hétérogène. L'électorat du RN a souvent été perçu comme un ensemble monolithique représenté par la figure de l'électeur-type du RN (l'ouvrier blanc, peu diplômé, proche de la retraite, vivant dans le périurbain et dont la préoccupation principale se tourne vers les immigrés). Cette figure est un « mythe »<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> <https://www.ifop.com/wp-content/uploads/2021/03/118003-Rapport-Marianne-15.03.2021-1.pdf>

<sup>2</sup> Dézé A., 2017, *Chapitre 9 - Que sait-on du Front national ?*, Presses de Sciences Po.

<sup>3</sup> Mayer N., 2018, « Qualitatif ou quantitatif ? Plaidoyer pour l'éclectisme méthodologique », *Bulletin of Sociological Methodology/Bulletin de Méthodologie Sociologique*, 139, 1, p. 7-33.



L'agrégat des voix pour le RN se doit plutôt d'être étudié comme un « conglomérat » dans lequel les propriétés sociales des individus sont hétérogènes et les positionnements idéologiques parfois contradictoires. Partant de ce constat, étudier les clivages idéologiques au sein de l'électorat RN permet d'appréhender la difficulté de Marine Le Pen à développer un programme et une rhétorique pouvant rallier le plus d'électeur.rice.s. Cette réflexion pourrait également servir à élaborer une stratégie pour contrecarrer ce projet politique réactionnaire qui, plus que jamais, a la possibilité d'arriver aux pouvoirs.

Cette contribution s'appuie sur l'analyse des données recueillies dans le cadre d'une enquête européenne menée en 2019 en France, en Allemagne, en Espagne et en Grèce. Le résultat de l'enquête est un ensemble de données comprenant quatre échantillons d'environ 8 000 (environ 2 000 pour chaque pays) répondants en âge de travailler et qui ont voté à au moins une élection. Ici, nous étudierons les opinions des personnes ayant voté pour le RN à la présidentielle de 2017 et aux Européennes de 2019 sur les valeurs dites "culturelles" et économiques au sein de l'échantillon français.

### **L'électorat RN, un corps politique uni ?**

Le clivage gauche-droite constitue-t-il un repère significatif pour les électeurs du RN ? Comment se positionnent-ils sur cet axe ? Nos données illustrent un électorat fragmenté entre un pôle représentant 30% des votants RN, se réclamant de la position politique la plus droitiste et un bloc plus minoritaire se situant politiquement au centre. Il existe un certain consensus sur l'identité politique à droite puisque 55% d'entre eux se réclament d'une des trois positions les plus à droite. De l'autre côté du spectre politique, seul 1% de l'électorat RN se situe sur la position la plus à gauche. Cependant, un quart des électeurs RN (26%) ont choisi la position médiane pour se définir politiquement. Comment expliquer une telle disparité de positionnements chez l'électorat RN ?

Tout d'abord, les répondants les moins compétents politiquement se dirigent traditionnellement vers la position centrale par défaut ne justifiant pas une appartenance sur le clivage gauche-droite. Le faible niveau de diplôme est une variable explicative du vote RN. Il pourrait également s'agir du rejet de se situer sur un axe gauche-droite car ce clivage politique ne paraît pas pertinent aux répondants. Le RN revendique une remise en cause de la dichotomie gauche-droite, en s'appropriant des propositions politiques de ces deux héritages ou en créant un nouveau clivage plus vertical basé sur la nation et la mondialisation<sup>4</sup>.

Enfin, le fait de se positionner au centre de l'espace politique peut s'analyser comme une stratégie d'éviter le stigmate de l'extrême-droite attribué aux électeurs du RN. Qu'il s'agisse d'une incompetence, d'une volonté de subvertir le clivage politique traditionnel ou d'éviter le stigmate de l'électeur frontiste, l'électorat RN est divisé entre une majorité se positionnant à l'extrême-droite est une partie se mettant au centre.

---

<sup>4</sup> [https://www.lemonde.fr/elections-regionales-2015/video/2015/12/13/marine-le-pen-le-clivage-n-est-plus-gauche-et-droite-mais-mondialistes-et-patriotes\\_4831014\\_4640869.html](https://www.lemonde.fr/elections-regionales-2015/video/2015/12/13/marine-le-pen-le-clivage-n-est-plus-gauche-et-droite-mais-mondialistes-et-patriotes_4831014_4640869.html)



## L'immigration comme enjeu fédérateur

Le RN est souvent décrit comme un parti de niche, c'est-à-dire un parti se spécialisant sur un choix restreint de thématiques. Historiquement, la rhétorique du RN s'est principalement construite sur la stigmatisation des personnes issues de l'immigration. Il serait logique que les électeurs RN partagent une attitude commune de défiance, de peur ou de rejet des personnes étrangères ou perçues comme telles. Néanmoins, les études sur le vote pour la droite radicale expriment des résultats divergents quant à la motivation principale de cette xénophobie. Certaines études démontrent que la xénophobie est alimentée par l'accès limité à des ressources à cause des personnes immigrées, comme l'accès au marché du travail local<sup>5</sup> ou aux prestations sociales<sup>6</sup>. D'autres se concentrent principalement sur la menace culturelle que peut représenter l'immigration, dans le sens où elle dénaturerait la culture locale avec l'importation de nouvelles coutumes et valeurs, renforçant le sentiment d'être un.e perdant.e de la globalisation<sup>7</sup>.

Nos données illustrent la forte prégnance de la xénophobie dans l'électorat du RN. Deux tiers des électeurs RN (67%) sont d'accord avec l'idée que les étrangers représentent une menace pour la culture de leur pays<sup>8</sup>. Cependant, il semblerait que l'enjeu économique concernant l'immigration soit le plus fort dénominateur commun de cet électorat. En effet, 78% de l'électorat RN considère que les immigrés viennent en France uniquement pour prendre avantage du système de sécurité sociale. Quant à la perception des immigrés sur le marché du travail, « seulement » 62% de l'électorat RN est en général d'accord pour affirmer que les travailleurs étrangers prennent l'emploi des nationaux. Ces données démontrent que l'enjeu économique important aux yeux des électeurs RN relève plus de l'État-providence que du marché du travail. Cette attitude s'expliquerait par l'accent mis sur l'appartenance nationale lorsqu'il s'agit d'une lutte de ressources délivrées par l'État-providence.

## Les aspirations limitées de justice sociale de l'électorat RN

Avec l'arrivée de Marine Le Pen à la tête du RN en 2011, le parti, fruit du groupuscule d'extrême-droite Ordre Nouveau<sup>9</sup>, accorde progressivement une moindre centralité pour les

---

<sup>5</sup> Bolet D., 2020, « Local labour market competition and radical right voting: Evidence from France », *European Journal of Political Research*, 59, 4, p. 817-841.

<sup>6</sup> Michel, Elie. Le vote FN, un vote de protection ? : analyse et dynamique électorale du Welfare Chauvinism à l'élection présidentielle de 2007 ; mémoire dirigé par Nicolas Sauger

<sup>7</sup> Kriesi H., Grande E., Lachat R., Dolezal M., Bornschie S., Frey T., 2006, « Globalization and the transformation of the national political space: Six European countries compared », *European Journal of Political Research*, 45, 6, p. 921-956.

<sup>8</sup> Les enquêtés expriment leur opinion sur une échelle de 1 à 11 en fonction de leur degré de d'approbation. Les réponses sont regroupées de 1 à 4 et de 8 à 11 pour exprimer une (dés)approbation. Nous avons fait le choix de prendre en compte les positions 5, 6 et 7 comme un sentiment d'indifférence face à la question.

<sup>9</sup> Pour plus d'informations sur les dynamiques partisanes à l'oeuvre dans la fondation du Front National : Aït-Aoudia M., Dézé A., 2011, « Contribution à une approche sociologique de la genèse partisane », *Revue française de science politique*, Vol. 61, 4, p. 631-657.



thématiques sécuritaires et migratoires pour approfondir le volet économique<sup>10</sup>. Dans le climat de guerre froide, le programme de Jean-Marie Le Pen, foncièrement anti-communiste, était résolument néolibéraliste, revendiquant des privatisations et reprochant à l'Etat d'être trop "gaspilleur". En 2012, le programme de Marine Le Pen se distancie du projet politique de l'UMP sur ces questions. Le RN tente de subvertir la lutte de classe entre travail et capital par un conflit entre les « petits » et les « gros », renforçant l'image populiste du RN. En dehors de la thématique de l'immigration fédérant son électorat, celui-ci se retrouve alors éclaté entre deux pôles idéologiques : l'un réclamant plus de justice sociale et l'autre exprimant à cet égard une indifférence.

Plus de la moitié de l'électorat RN (56%) soutient la redistribution des richesses des plus aisés vers les plus modestes et un tiers exprime une indifférence sur la question (contrairement à 46% du panel national en faveur et 38% indifférent). S'agissant de l'intervention de l'Etat dans l'économie, le pôle « social », très en faveur d'une intervention étatique, n'est composé que de 16% de l'électorat, alors que l'indifférence prime avec 55% de l'électorat (tout comme la population générale, respectivement 18% et 55%). Le soutien à des politiques sociales est néanmoins limité lorsqu'il s'agit de renforcer la solidarité nationale telle qu'elle existe aujourd'hui.

Dans notre panel, 38% des électeurs du FN sont indifférents face à l'idée d'augmenter les impôts afin d'accroître les services publics. Ils sont pourtant 51% à vouloir réduire les services publics afin de diminuer la pression fiscale (respectivement 45% et 41% dans le panel national). Ce positionnement de l'électorat frontiste, qui à première vue est constitué par des aspirations d'égalité sociale, s'expliquerait par la méfiance à l'égard des services publics et spécifiquement des usagers qui profiteraient de la générosité de l'Etat-providence. Cette rhétorique de « l'assistanat » cible autant les personnes issues de l'immigration, comme observé plus haut, que les bénéficiaires des minimas sociaux. L'aspiration de justice sociale des électeurs RN serait projetée à l'aune d'une conscience de classe tripartite<sup>11</sup>. Autrement dit, les électeurs RN se définiraient comme des « petits-moyens »<sup>12</sup> et dénonceraient leur expérience d'injustice entre les « gros » qui les exploitent et les « petits » qui profitent des fruits de leur travail à travers « l'assistanat ». Leur justice sociale, conditionnée au mérite, se distingue de celle historiquement prônée par les partis de gauche, structurée autour d'une conscience du monde social bipartite, voyant s'affronter les bourgeois et les travailleurs.

---

<sup>10</sup> Ivaldi, Gilles. « Chapitre 7 / Du néolibéralisme au social-populisme ? La transformation du programme économique du Front National (1986-2012) », Sylvain Crépon éd., *Les faux-semblants du Front national*. Presses de Sciences Po, 2015, pp. 161-184.

<sup>11</sup> Schwartz, Olivier. Vivons-nous encore dans une société de classes ?, La Vie des idées : [https://laviedesidees.fr/IMG/pdf/20090922\\_schwartz.pdf](https://laviedesidees.fr/IMG/pdf/20090922_schwartz.pdf)

<sup>12</sup> Cartier, Marie, et al. « 6. La droitisation des pavillonnaires ? », *La France des « petits-moyens »*. Enquête sur la banlieue pavillonnaire, sous la direction de Cartier Marie, et al. La Découverte, 2008, pp. 241-301.



## Une conscience de classe tripartite poreuse

La conscience sociale tripartite dans l'électorat du RN participe d'une projection négative sur les chômeurs. La perception de ces derniers dépend du monde social dans lequel les individus évoluent, les expériences professionnelles vécues et leur rapport direct avec des chômeurs comme des membres de la famille ou des amis. La stigmatisation de « l'assistanat » n'est cependant pas hégémonique dans l'électorat du RN. Les données montrent un éclatement de l'électorat du RN entre des attitudes suspicieuse, empathique ou indifférente à l'égard des politiques dédiées aux chômeurs : 39% d'entre eux sont tout à fait d'accord avec l'idée que la plupart des chômeurs n'essaient pas vraiment de trouver un emploi. À l'inverse, 29% des électeurs du RN ont une attitude très empathique avec les personnes en recherche d'emploi. Trois électeurs sur dix (32%) adoptent quant à eux une position d'indifférence sur la question. Alors que l'attitude suspicieuse était supérieure à celle empathique lorsqu'il s'agit de juger de la bonne volonté des chômeurs, ce rapport s'inverse concernant les conditions de reprise d'un emploi. En effet, ils sont 27% à être d'accord avec le fait que les chômeurs devraient accepter n'importe quel emploi au risque de perdre leurs allocations chômage. L'attitude empathique et d'indifférence agrègent respectivement 37% et 36% de l'électorat RN. En 2017, le programme du RN ne comportait pas la mention de propositions par rapport aux sans-emplois, plutôt habile pour éviter de créer des clivages parmi ses électeurs.

Si le rapport aux chômeurs est clivant parmi les électeurs du RN, le rapport aux salariés l'est moins : on observe une position hégémonique quant à la défense des droits des salariés. La moitié (57%) est tout à fait contre l'idée que le gouvernement devrait faciliter les licenciements de CDI et seulement 18% approuvent cette proposition. Dans la même perspective, quatre électeurs RN sur dix sont tout à fait d'accord avec le fait que le gouvernement devrait rendre plus difficile l'embauche de CDD. En tant que contrat précaire, freiner les embauches en CDD constitue une consolidation du statut des salariés. Pour cette proposition, près de quatre électeurs RN sur dix (37%) adoptent une position indifférente et ils ne sont que 23% à être tout à fait contre. Au vu de ces résultats, les électeurs RN semblent avoir des difficultés à s'accorder avec les patrons de PME, souvent décrits eux aussi comme des « petit-moyens », sur la question des droits des salariés. Les attitudes contradictoires vis-à-vis des chômeurs et le peu de soutien à des réformes libérales sur le contrat de travail démontrent que la conscience sociale tripartite n'est pas partagée par tout l'électorat RN. Ce constat indique une faiblesse dans la constitution du socle électoral pour le RN sur les questions primordiales que sont le choix de système économique et le rôle de l'État.

## Le camp du travail comme offensive contre la droite radicale

Face à un agenda politique et médiatique qui semble câblé sur les thématiques xénophobes et réactionnaires de la droite radicale, comment endiguer le succès électoral du RN et faire entendre un projet alternatif ? Nos résultats montrent un électorat frontiste très homogène sur la xénophobie et les questions liées à la sécurité, mais véritablement divisé sur les questions relatives aux grands choix de société (choix économiques, place de l'État).



Ces désaccords peuvent constituer un véritable obstacle pour le RN que la gauche peut exploiter, en poussant par exemple Marine Le Pen à se positionner sur ces enjeux. De plus, la division de cet électorat persiste même sur les valeurs dites “culturelles”. L’attitude du RN vis-à-vis de la communauté LGBT+ s’illustre par un équilibre réussi mais fragile. Le parti, autrefois ostensiblement homophobe, a évolué en affichant plus de tolérance envers les minorités sexuelles. Cependant, le RN est coincé entre une partie traditionaliste de son électorat et un électorat jeune plus tolérant. C’est la raison pour laquelle Marine Le Pen n’a pas participé aux manifestations contre le “mariage pour tous”<sup>13</sup>. L’unité de l’électorat persiste uniquement grâce au manque de prise de position du RN sur ces questions.

On a pu observer qu’une majorité de l’électorat du RN revendique clairement la stabilité et la sécurité des conditions de travail. Mettre à l’agenda politique une meilleure protection contractuelle, sociale et économique des salariés représente un moyen de diviser la base électorale du RN qui compte en 2022 opérer un tournant libéral dans son programme économique<sup>14</sup>. Cette transition pourrait effectivement décourager des classes populaires de voter pour le RN, si sa critique anti-européenne et anti-mondialisation, la base de sa politique sociale en faveur des salariés, venait à s’effacer. Il reste également primordial de développer un discours antiraciste clair et intransigeant face à la rhétorique de déclin culturel qui abonde le débat public. Une alternative à la candidature de Marine Le Pen ne pourra se constituer uniquement à travers la défense des services publics, la nationalisation, l’étendard de la justice fiscale et l’antiracisme.

La gauche, dans son ensemble, a tenté de s’opposer à la droite radicale en revendiquant une solidarité nationale par la défense des services publics et le rôle économique d’un État fort. Toutefois, cette stratégie semble insuffisante pour affaiblir le socle électoral de Marine Le Pen puisqu’elle développe ce même type de propositions en insistant sur un meilleur maillage territorial des services publics. Évidemment, la philosophie des services publics de Marine Le Pen est différente de celle de la gauche<sup>15</sup>. Le parti nationaliste prône la remise en question de l’égalité de traitement avec la préférence nationale et le renforcement de l’État se fait principalement par ses fonctions régaliennes. De plus, un État s’immisçant dans les affaires économiques (pour empêcher les délocalisations par exemple) peut facilement faire partie intégrante de la matrice idéologique du RN : la garantie d’une production française tout en cajolant la bourgeoisie nationale avec des aides financières. Loin de devoir abandonner un projet politique reposant sur une solidarité nationale, une redistribution des richesses et la défense des emplois industriels, la stratégie politique de la gauche ne devrait pas en faire son cheval de bataille. Alors à quoi pourrait ressembler le projet de la gauche en 2022 ?

---

<sup>13</sup> <https://www.lejdd.fr/Politique/Pourquoi-Marine-Le-Pen-tergiverse-sur-le-mariage-pour-tous-584849-3134708>

<sup>14</sup> <https://www.mediapart.fr/journal/france/300321/l-impossible-equation-economique-du-rassemblement-national>

<sup>15</sup> Espagno, Delphine, et Stéphane François. « Chapitre 9 / Le Front National et les services publics. Un renouveau programmatique ? », Sylvain Crépon éd., *Les faux-semblants du Front national*. Presses de Sciences Po, 2015, pp. 207-224.



La force de la gauche se retrouve dans la richesse de ses propositions politiques pour améliorer les conditions de vie des classes populaires et offrir une alternative réelle et immédiate au système capitaliste. Pour court-circuiter l'agenda politique réactionnaire, rythmé par des polémiques visant des minorités issues de l'immigration, il peut apparaître pertinent de trouver un mot d'ordre autour d'une idée phare autour du salariat. Des propositions innovantes fleurissent depuis longtemps dans le champ universitaire et militant. Dans son programme, La France Insoumise revendique l'instauration d'un quota maximum de contrats précaires dans les grandes entreprises et les PME<sup>16</sup>. Europe-Ecologie les Verts propose un revenu d'existence inconditionnel, individuel, permanent et inaliénable qui "s'inscrit dans une logique de dépassement du capitalisme en déclinant le principe d'un droit d'existence en dehors du salariat et de son lien de subordination"<sup>17</sup>. Du côté des communistes, l'idée du salaire à vie de Bernard Friot<sup>18</sup>, qui consiste en la transformation des bénéfiques en cotisations sociales pour octroyer à tout·e citoyen·ne un salaire, pourrait également être mise en avant lors de la campagne présidentielle. Il existe donc un dénominateur commun aux forces de gauche qui permettrait de stopper l'inquiétante ascension de Marine Le Pen qui prendrait toute sa vigueur s'il était développé dans le cadre d'une stratégie commune.

\*\*\*

Bilal Berady est étudiant en Master de sociologie à Sciences Po. Ses thématiques de recherche sont la sociologie politique et la droite populiste radicale. Il est membre de la fondation Espaces Marx, membre du réseau européen *Transform! Europe*.

---

<sup>16</sup> <https://nous-sommes-pour.fr/wp-content/uploads/2020/11/AEC-novembre-2020.pdf>

<sup>17</sup> <https://www.eelv.fr/bien-vivre/vers-une-societe-post-croissance/2-reinventer-le-travail-et-lutter-contre-le-chomage/>

<sup>18</sup> Friot, Bernard. *Vaincre Macron*, La Dispute, Paris, 2017

